



PROTECTION JURIDIQUE ET ETHIQUE DES ANIMAUX D'ELEVAGE: ETUDE DE CAS DANS LE TERRITOIRE DE LUILU, PROVINCE DE LOMAMI (RDC)

LEGAL AND ETHICAL PROTECTION OF FARM ANIMALS: CASE STUDY IN THE TERRITORY OF LUILU, LOMAMI PROVINCE (DRC)

- | | |
|-----------------------------|---------------------------------|
| 1. ILUNGA TSHIMANGA Léon | 2. LONJI KABWE KANTANDA Sylvain |
| 3. MUKENDI KABANGU François | 4. MITEO MITEO |
| 5. ILUNGA KABONGO Israël | 6. LUSAMBA NTAMBWE Christine |
| 7. NGALULA MUKENDI Berthe | 8. KANKOLONGO MAKANDA Roxane |

**CENTRE DE RECHERCHE DE SÉLECTION, ADAPTATION DES RUMINANTS ET PORCINS
LUPUTA**

Résumé : La protection des animaux d'élevage constitue une problématique émergente à la croisée du droit, de l'éthique et du développement rural. Alors que plusieurs Etats ont progressivement intégré des normes relatives au bien-être animal, la République Démocratique du Congo se caractérise par un cadre juridique fragmentaire et largement obsolète. Le présent article analyse les mécanismes juridiques existants. Notamment les dispositions du Code pénal congolais à son article 261 réprimant les atteintes existants aux animaux leur application dans le territoire de Luilu province de Lomami. A travers une approche juridique, empirique et comparative, l'étude met en évidence les insuffisances normatives, les pratiques locales d'élevage et les enjeux éthiques qui en découlent. Elle propose enfin des perspectives de réforme adaptées aux réalités congolaise. Cet article a comme objectif principal d'analyser le cadre juridique et éthique de la protection des animaux d'élevage dans le territoire de Luilu, province de Lomami en République démocratique du Congo, afin d'évaluer les pratiques d'élevage, le niveau de respect des normes des bien-être animal ainsi que les responsabilités des éleveurs dans la protection des animaux domestiques. Nous avons mené une étude descriptive qualitative à partir d'une approche mixte (une analyse de texte juridique congolais) code pénal, lois environnementales, décrets anciens, une approche comparative avec les normes internationales ; une enquête de terrain menée auprès de 120 éleveurs dans le territoire de Luilu. Les données collectées ont été analysées qualitativement et quantitativement afin d'évaluer les conditions d'élevage et le niveau de protection animale.

Mots clés : protection juridique, éthique animale, bien-être animal, élevage, législation vétérinaire, Luilu, RDC etc.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20511606>

INTRODUCTION

Au cours des dernières décennie, la protection des animaux d'élevage s'est progressivement imposée comme une exigence juridique et éthique dans plusieurs Etats du monde. En Europe, notamment en France et en Allemagne, le bien-être animal est reconnu comme un principe fondamental, encadré par des normes strictes relatives à l'élevage, au transport et à l'abattage. L'Union européenne a ainsi développé, un corpus juridique avancé visant des conditions de vie dignes aux animaux. En Afrique, certains pays comme l'Afrique du Sud et le Maroc ont amorcé des réformes visant à renforcer la protection animale, bien que ces initiatives restent limitées par des contraintes économiques et institutionnelles. A l'échelle internationale, les normes de l'Organisation mondiale de la santé animale consacrent les « cinq libertés » comme fondement du bien-être animal. En République Démocratique du Congo, la situation est différente, le cadre juridique applicable aux animaux d'élevage repose essentiellement sur des textes anciens complétés par quelques dispositions modernes et par le code pénal à son article 261, qui prévoit que tout personne ayant tué ou blessé un animal appartenant à autrui sera sanctionnée. Toutefois, dans les milieux ruraux tels que le territoire de Luilu, ces règles restent largement méconnues et peu appliquées. Les pratiques y sont dominées par des logiques de subsistance, souvent au détriment du bien-être animal.

Matériel et méthode

La présente étude repose sur : Une analyse des textes juridiques congolais (code pénal, lois environnementales décrets anciens) une approche comparative avec les normes internationales, une enquête de terrain menée de 120 éleveurs dans le territoire de Luilu. Les données collectées ont été analysées qualitativement et quantitativement afin d'évaluer les conditions d'élevage et le niveau de protection animale. Une étude descriptive transversale a été réalisée sur une période de 5 mois allant du mois d'avril 2025 au mois de septembre 2025, correspondant à la fin de la saison des pluies et au début de la saison sèche. Cette période a été choisie afin de mieux observer les conditions réelles d'élevage, les pratiques de gestion des animaux ainsi que les variations environnementales susceptibles d'influencer le bien-être et la protection des animaux d'élevage dans le territoire de Luilu. Elle a également permis d'évaluer les comportements des éleveurs face aux exigences juridiques et éthiques relatives à la protection animale, durant une période marquée par des changements climatiques ayant un impact direct sur l'alimentation, l'abreuvement, l'hébergement et l'état sanitaire des animaux.

Critères d'inclusion

Ont été inclus dans étude :

- ❖ Les éleveurs résidant dans le territoire de Luilu au moins une année ;
- ❖ Les personnes exerçant une activité d'élevage de manière permanente ou semi-permanente ;
- ❖ Les agents vétérinaires, autorités locales et responsables administratifs impliqués dans la gestion des questions liées aux animaux d'élevage ;
- ❖ Les participants ayant accepté librement de prendre part à l'étude après explication des objectifs de la recherche ;
- ❖ Les exploitations possédant au moins une catégorie d'animaux d'élevage (caprins, bovins, porcins, volailles, ovins, etc.)

Critères d'exclusion

Ont été exclus de l'étude :

- ❖ Les éleveurs absents lors de la période d'enquête ;
- ❖ Les personnes refusant de participer ou ne donnant pas leur consentement ;
- ❖ Les exploitations abandonnées ou non fonctionnelles ;
- ❖ Les participants incapables de fournir des informations fiables ou complètes ;
- ❖ Les personnes ne résidant pas de façon stable dans le territoire de Luilu.

Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon a été déterminée selon la formule de Schwartz (1963), utilisée dans les études descriptives :

$$n = \frac{z^2 \times p(1 - p)}{d^2}$$

Où :

- n = taille minimale de l'échantillon ;
- z = valeur correspond au niveau de confiance de 95% (1,96)
- p = proportion estimée de la population présentant le phénomène étudié ;
- d = marge d'erreur acceptable (généralement fixée à 5%).

COLLECTE DES DONNEES

Les données ont été collectées au moyen :

- ❖ d'un questionnaire structuré administré aux éleveurs ;
- ❖ d'entretiens semi-directifs au près des vétérinaires, chefs locaux et autorités administratives ;
- ❖ de l'observation directe des pratiques d'élevage dans différentes exploitations du territoire de Luilu ;
- ❖ de la consultation documentaire des textes juridiques, rapports administratifs, ouvrages scientifiques et article relatif ou bien-être animal. La collecte des données s'est déroulée durant une période définie, dans le respect des principes d'éthique de recherche et de confidentialité des informations recueillies.

VARIABLES INDEPENDANTES

Les variables indépendantes prise en compte dans cette étude sont :

- ❖ L'âge de l'éleveur ;
- ❖ Le sexe ;
- ❖ Le niveau d'instruction ;
- ❖ L'expérience en élevage ;
- ❖ Le type d'élevage pratiqué ;
- ❖ Le nombre d'animaux détenus ;
- ❖ Le niveau de connaissance des textes juridiques relatifs à la protection animale ;
- ❖ Les pratiques locales d'élevage ;
- ❖ Le niveau socio-économique des éleveurs ;
- ❖ L'accès au service vétérinaire. Ces variables permettent d'expliquer les différences observées dans l'application des normes juridiques et éthiques relatives à la protection des animaux d'élevage.

GESTION ET ANALYSE DES DONNEES

Les données collectées ont été vérifiées, codifiées et encodées dans un tableur Microsoft Excel avant leur analyse. Les analyses statistiques descriptives ont été réalisées à l'aide du logiciel SPSS (version 25) ou Excel. Les résultats ont été présentés sous forme des tableaux, graphiques, et fréquences. Les variables qualitatives ont été exprimées en proportions et pourcentages, tandis que les variables quantitatives ont été résumées par les moyens et écarts-types. Une analyse comparative et interprétative a également été menée afin d'évaluer les insuffisances du cadre juridique et les implications éthiques des pratiques d'élevage observées dans le territoire de Luilu.

Résultats

Tableau 1 : Types d'animaux élevés

<i>Types d'animaux</i>	<i>Nombre</i>	<i>pourcentage</i>
Volailles	72	60%
Caprins	54	45%
Porcins	38	31,6%
Bovins	16	13,3%

La prédominance des volailles (60%) et des caprins (45%) traduit une orientation vers un élevage de subsistance, caractérisé par des espèces nécessitant peu d'investissement initial. Cette situation s'explique par les contraintes économiques des ménages ruraux. Cependant, ce type d'élevage, souvent informel, échappe largement à tout encadrement juridique et sanitaire. Il en résulte une difficulté accrue pour l'application des normes relatives à la protection animale. Plus l'élevage est diffus et non structuré, plus le contrôle de l'Etat devient limité.

Tableau 2 : Conditions de logement

<i>Condition</i>	<i>Nombre</i>	<i>pourcentage</i>
Enclos aménagés	28	23,3%
Abris rudimentaires	64	53,3%
Sans abris	28	23,3%

Le fait que seulement 23,3% des éleveurs disposent d'enclos aménagés révèle une insuffisance notable des infrastructures d'élevage. La majorité des animaux vit dans des abris rudimentaires ou sans protection. Du point de vue juridique et éthique, cette situation constitue une violation des principes fondamentaux du bien-être animal, notamment ceux relatifs à la protection contre les intempéries et au confort animal. Elle démontre également l'absence des normes contraignantes clairement définies dans le droit congolais.

Tableau 3 : Accès aux soins vétérinaires

<i>Accès</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
Régulier	12	10%
Occasionnel	36	30%
Aucun	72	60%

Les données indiquent 60% des éleveurs n'ont aucun accès aux soins vétérinaires. Cette situation met en évidence une carence grave des services publics en milieu rural. Sur le plan juridique cela traduit une défaillance de l'Etat dans son obligation de garantir la santé animale. Sur le plan éthique, l'absence des soins favorise la souffrance des animaux, en contradiction avec le principe de prévention de la douleur.

Tableau 4 : Méthodes d'abattage

<i>Méthode</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
Contrôlée	18	15%
Traditionnelle	102	85%

La forte proportion d'abattage traditionnel (85%) révèle un manque de modernisation des pratiques. Ces méthodes, souvent non contrôlées, sont susceptibles de provoquer des souffrances inutiles aux animaux. Cette situation est particulièrement problématique au regard des standards internationaux, qui exigent des techniques d'abattage respectueuses du bien-être animal. Elle montre également les limites de l'effectivité du droit existant.

Tableau 5 : Connaissance du droit

<i>Niveau</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
Bonne	6	5%
Faible	24	20%
Aucune	90	75%

Le fait que 75% des éleveurs n'aient aucune connaissance des règles juridiques constitue un obstacle majeur à leur application. En effet, l'efficacité du droit repose en grande partie sur sa connaissance par les destinataires. L'ignorance généralisée observée à Luilu souligne la nécessité de renforcer les actions de vulgarisation juridique.

Tableau 6 : Perception des animaux

<i>Opinion</i>	<i>Nombre</i>	<i>Pourcentage</i>
A protéger	42	35%
Ressource économique	78	65%

La majorité des éleveurs (65%) considère les animaux uniquement comme des ressources économiques. Cette perception utilitariste limite fortement l'intégration des considérations éthiques dans les pratiques d'élevage. Cela met en évidence un décalage entre les conceptions locales et les approches modernes du bien-être animal, qui reconnaissent la sensibilité des animaux.

Tableau 7 : Formes de maltraitance

<i>Type</i>	<i>Pourcentage</i>
Sous-alimentation	58%
Absence de soins	62%
Mauvaises conditions	70%
Abattage cruel	65%

Les taux élevés de maltraitance (jusqu'à 70%) témoignent d'une situation préoccupante. Les principales formes observées sous-alimentation, absence des soins et mauvaises conditions de vie traduisent un manque de moyens, mais aussi une absence de régulation. Sur le plan juridique, ces pratiques pourraient, dans certains cas, relever des dispositions du code pénal sanctionnant les atteintes aux animaux. Toutefois, leur persistance montre que ces normes sont peu appliquées. De manière générale, l'ensemble des résultats met en évidence : une faiblesse structurelle du cadre juridique et institutionnel ; une inadéquation entre les normes existantes et les réalités du terrain ; une insuffisante prise en compte des principes éthiques ; un déficit de sensibilisation et de formation des éleveurs. Ces éléments confirment l'hypothèse selon laquelle la protection des animaux d'élevage en République démocratique du Congo reste largement théorique, particulièrement dans les zones rurales comme le Territoire de Luilu.

Discussion

Les résultats relèvent une situation préoccupante caractérisée par une faible prise en compte du bien-être animal. Les conditions d'élevage observées à Luilu sont largement inadéquates et traduisent un manque d'encadrement juridique effectif. Le code pénal congolais constitue une base importante en sanctionnant les atteintes aux animaux. Toutefois, cette protection reste limitée en l'absence de normes précises définissant les conditions de traitement des animaux. Sur le plan éthique, les pratiques observées reflètent une conception utilitariste de l'animal, considéré principalement comme une ressource économique. Cette vision entre en contradiction avec les standards internationaux fondés sur la sensibilité animale.

PROPOSITIONS

Il est nécessaire de :

- ❖ Adopter un code de l'élevage moderne ;
- ❖ Renforcer les services vétérinaires ;
- ❖ Sensibiliser les éleveurs ;
- ❖ Intégrer les normes internationales ;
- ❖ Appliquer effectivement le code pénal ;

PERSPECTIVES D'AVENIR

- ❖ A court terme, la réforme législative est prioritaire.
- ❖ A moyen terme, il faut renforcer les institutions.
- ❖ A long terme, il convient d'intégrer la protection animale dans le développement durable.

OBLIGATIONS CONCRETS

Etat légiférer, contrôler, sanctionner.

COLLECTIVITES

Encadrer, sensibiliser les éleveurs, nourrir, soigner, éviter la cruauté.

SOCIETE CIVILE

Doit : éduquer et sensibiliser

CONCLUSION

La protection des animaux d'élevage en RDC reste insuffisante. Le cas de Luilu montre un décalage entre le droit et la pratique. Une réforme globale est indispensable pour garantir une protection effective et éthique des animaux.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Constitution de la RDC, 2026
2. Code pénal congolais
3. Loi n°11/009 du 9 juillet 2011
4. Loi n° 14/003 du 11 février 2014
5. Textes juridiques congolais (1934, 1937, 1943) l'étude sur le bien-être animal
6. Marguénaud, Droit animalier
7. Singer, la libération Animale
8. Regan, The Case For Animal Rights
9. OMSA
10. FAO.